

**Nations unies - MINUSS - Soudan
du Sud - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès Nations unies-
Conseil de sécurité**

(New York, 26 septembre 2017)

Monsieur le Président,

Je vous remercie pour l'organisation de cette réunion. Et je tiens également à remercier le représentant spécial du Secrétaire général, M. David Shearer, ainsi que le président du comité conjoint d'évaluation et de contrôle (JMEC), le président Festus Mogae, pour leurs présentations très éclairantes.

Devant le constat amer et parfois désespérant de la persistance de ce conflit, je souhaiterais me concentrer sur deux points en particulier.

1/. Tout d'abord, face à la tragédie quotidienne dont l'ampleur vient de nous être rappelée, je tiens à saluer les efforts de la MINUSS et ceux des acteurs humanitaires qui apportent une aide indispensable aux populations du Sud-Soudan.

Les chiffres sont têtus et pointent l'ampleur de la crise qui est aggravée par les conditions particulièrement dures au Soudan du Sud pour cela même qui viennent apporter leur aide aux populations. Le Soudan du Sud est, en effet, l'un des pays les plus dangereux pour les travailleurs humanitaires. Dix-huit d'entre eux ont été tués depuis le début de l'année ; nous ne pouvons accepter une telle situation. Nous condamnons fermement les attaques et les restrictions d'accès dont sont victimes les personnels de la MINUSS comme les acteurs humanitaires. Nous appelons toutes les parties à respecter le droit international humanitaire et à garantir l'accès aux populations les plus vulnérables.

Permettre au personnel humanitaire d'accomplir leur mission dans les zones de conflit est une exigence de base qui doit être respectée. De telles attaques, contre des travailleurs humanitaires, facilitées par la prolifération des armes au Soudan du Sud, rappellent la pertinence d'envisager la mise en place d'un embargo sur les armes, qui contribuerait à priver les parties au conflit de la possibilité de perpétrer de telles violences.

Dans ce contexte toujours difficile, la protection des civils reste un impératif. La France salue les efforts faits par la MINUSS, sous votre direction, M. Shearer, pour accomplir son mandat. La posture robuste que vous avez adoptée dans le but de mieux protéger les civils est indispensable alors que les violences se poursuivent. Le déploiement des premières unités de la force de protection régionale est un développement encourageant, dont nous ne pouvons

cependant que regretter qu'il intervienne plus d'un an après la décision de ce Conseil. Il est essentiel que les blocages soient levés dans les plus brefs délais.

2/. Je tiens également, et c'est là mon deuxième point, à souligner l'urgence de faire avancer le processus politique.

Nous le savons, le règlement durable de la crise au Soudan du Sud ne peut être que politique et ne peut être atteint qu'avec le soutien de la région. Le lancement du forum de haut niveau pour la revitalisation de l'accord de paix de 2015 doit permettre de nourrir ce processus. La France salue l'engagement de l'IGAD et l'appel du Conseil paix et sécurité de l'Union africaine pour que ce forum se concrétise dans les meilleurs délais, tel qu'il a été clairement exposé dans le communiqué du 20 septembre. Les parties doivent répondre à ces initiatives et pleinement s'engager pour la réussite de ce forum. Les étapes d'examen proposées par le Conseil paix et sécurité de l'Union africaine, ainsi que la menace et l'imposition de sanctions pour ceux qui chercheraient à perturber ces efforts, doivent contribuer à des progrès rapides.

La France soutient les efforts de différents acteurs impliqués pour faire de ce forum une réalité, notamment l'Envoyé spécial de l'IGAD, le Haut représentant de l'Union africaine, l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies, et de vous-mêmes, Monsieur le Représentant spécial, et le président Mogae. La bonne coordination de tous dans ce but est la condition de la réussite. La France considère qu'il est également essentiel de continuer à travailler pour garantir l'inclusivité du dialogue national, afin qu'il contribue à construire une paix durable.

Nous sommes également encouragés par l'appel du Conseil paix et sécurité de l'Union africaine à la mise en place de la Cour hybride prévue par l'accord de paix. La lutte contre l'impunité est indispensable à une paix durable au Soudan du Sud.

Monsieur le Président,

L'engagement de ce Conseil comme de la région est indispensable pour faire progresser la paix au Soudan du Sud. Nous devons, ensemble, tirer profit des prochaines semaines pour concrétiser ces efforts, au profit des populations du Soudan du Sud.

Je vous remercie./.